

Occitanie Catalogne
notre région!

LE JOURNAL DU RASSEMBLEMENT CITOYEN ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE



GÉRARD
ONESTA
TÊTE DE LISTE

NOUVEAU MONDE en Commun

La nouvelle région Qui sommes-nous ?	2
Edito	3
Pour une nouvelle économie créatrice d'emplois, engagée dans la transition écologique	4
Pour l'égalité des citoyens et des territoires	6
Faire le pari de la jeunesse	8
La démocratie par l'exemple	9
COP 21	10
Région hors TAFTA ! Egalité Femmes/ Hommes	11
Notre projet de budget pour la région	12
Voici pourquoi nous soutenons la dynamique Nouveau Monde en Commun	13
La carte des porte-paroles et têtes de liste	14
Les rendez-vous	16



72 724 km²
aussi étendue
que l'Irlande



5,6 millions
d'habitants



13 départements

et deux capitales régionales (Montpellier et Toulouse)

LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES

Avec une nouvelle région aux compétences élargies: Ne laissez pas les autres décider pour vous !

Une réforme de l'organisation territoriale de la France a renforcé le pouvoir des régions et a fusionné Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. En renforçant aussi le rôle des métropoles (ici, Montpellier et Toulouse) au détriment du reste de la région, cette réforme renforce la compétition entre les territoires et éloigne encore les citoyens des lieux de décisions. Agissons à l'inverse pour plus de coopération et de solidarité entre les territoires. Mettons en place un conseil des territoires où siègent des élus locaux pour co-définir les décisions régionales avec le Conseil Régional. Créons

des outils de concertation et de décision qui permettent d'assurer la souveraineté citoyenne sur les décisions publiques. Dotons notre nouvelle région d'élus combattifs qui vous associeront aux décisions avec des pratiques démocratiques exemplaires.

Que fait la région ?

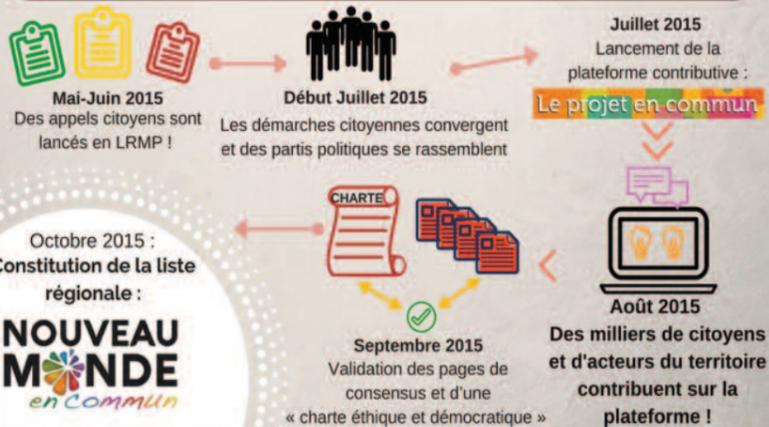
La région est responsable de nombreuses politiques qui impactent vos conditions de vies. Elle est compétente pour le développement économique, l'aménagement et le développement du territoire

mais aussi les transports. Elle est aussi compétente en matière d'éducation et de formation professionnelle avec en particulier l'apprentissage, l'entretien et la rénovation des lycées. Elle intervient pour la culture, la vie associative, le soutien aux communes et tout ce qui fait votre quotidien.

Qui sommes-nous ?

La liste « Nouveau Monde – En commun » concrétise un rassemblement citoyen et politique inédit en France. Cette dynamique regroupe la totalité des forces de la gauche sociale et politique qui n'ont pas renoncé à un changement radical face aux politiques libérales (Europe Ecologie Les Verts - Le Front de Gauche - ceux qui viennent de quitter le Parti Socialiste - Les régionalistes). Et bien sûr les milliers de personnes qui ont participé à cette démarche depuis des mois. Ce rassemblement agit autrement que le vieux monde politique en crise qui désespère. Il propose un chemin responsable pour relancer l'emploi et améliorer les conditions de vie, assurer la transition écologique et permettre aux citoyens de reprendre leurs affaires en main. Cette dynamique est ouverte à toutes personnes qui partagent les objectifs développés dans les pages de ce journal.

La démarche d'un rassemblement citoyen et politique unique en France !



ÉDITO RASSEMBLER ET AGIR POUR UN NOUVEAU MONDE EN COMMUN

Sur fond de colère sociale et de l'actualité de la COP21 sur la survie de la planète, la campagne de notre liste représente un espoir pour notre région et ouvre une nouvelle perspective pour notre pays.

Notre liste rassemble largement les citoyens et mouvements indépendants du gouvernement avec des solutions alternatives concrètes aux politiques d'austérité et productivistes.

Elle est un barrage à une droite stérile et à un FN dangereux.

La redistribution des richesses et la transition écologique sont les grandes questions que nous devons prendre à bras le corps dans notre région.

Nos concitoyens attendent aussi une vraie pratique démocratique pour élaborer et contrôler les décisions politiques ; ils attendent des élus irréprochables.

C'est pourquoi :

- Nous voulons repenser l'emploi pour toutes et tous en protégeant les services publics et en développant une économie locale, respectueuse des êtres humains et de notre planète,
- Nous contribuerons à la transition écologique au travers des énergies alternatives, des transports en

commun et d'une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé.

- Nous préserverons les droits sociaux fondamentaux (mobilité, santé, éducation, culture).
- Nous ferons primer la coopération des territoires sur la compétition qui délaisse les campagnes et des quartiers.
- Nous nous engageons sur une charte éthique et démocratique pour le non cumul des mandats, la transparence, le relai des mobilisations locales et une vraie implication citoyenne.

Ce journal vous présente les principaux éléments des pratiques nouvelles et des solutions alternatives que nous avançons.

Le 6 décembre prochain, vous aussi créez l'événement, pour une nouvelle région et un nouveau monde !

Ici aussi, comme de l'autre côté des Pyrénées, Podemos, nous pouvons !

CE QUI NOUS DIFFÉRENCIE

DES SERVICES PUBLICS PLUTÔT QUE DES CAMPAGNES ET DES QUARTIERS DÉLAISSÉS

LA SOLIDARITÉ ET LE PARTAGE PLUTÔT QUE LA COMPÉTITION ET L'AUSTÉRITÉ

DES SOLUTIONS CONCRÈTES PLUTÔT QUE DES BAVARDAGES

DES PROJETS DU QUOTIDIEN PLUTÔT QUE DES GRANDS PROJETS INUTILES ET IMPOSÉS

DES EMPLOIS POUR TOUS, UTILES, SOLIDES ET NON DÉLOCALISABLES PLUTÔT QUE LA PRÉCARITÉ

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE PLUTÔT QUE L'INACTION FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

UNE CULTURE ACCESSIBLE À TOUS

POUR UNE NOUVELLE ÉCONOMIE CRÉATRICE D'EMPLOIS, ENGAGÉE DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pour que ça tourne: l'économie circulaire

Notre Région dispose de nombreux atouts mais la situation de l'emploi est inquiétante : fortes inégalités, déficit d'emplois productifs, taux de chômage de 12%, soit le 2ème taux le plus élevé après Nord-Pas de Calais-Picardie. Nous relancerons la création d'emplois en conditionnant les aides aux entreprises de notre territoire au respect de critères sociaux et environnementaux. Nos interventions porteront sur l'ensemble du territoire et pas seulement autour de quelques grandes agglomérations.

Nous soutiendrons la création d'emplois qui ne seront pas soumis aux diktats d'actionnaires dont le seul objectif est d'augmenter leurs profits quitte à délocaliser. Notre ambition : des emplois pour tous les territoires, non-délocalisables et écologiquement responsables.

Nous devons être à la pointe des innovations indispensables à la préservation de notre environnement et plus particulièrement avec le secteur de l'économie circulaire ; économie de la diminution du gaspillage des ressources par le recyclage et la réutilisation.

Plus de 600 000 personnes travaillent dans le secteur de l'économie circulaire en France. Nous voulons que notre Région devienne exemplaire en initiant la démarche « Entreprises en transition ». Ainsi, nous accompagnerons la mise en place de nouveaux outils, de nouvelles filières et l'identification de fournisseurs et de débouchés locaux. Plusieurs milliers d'emplois sont concernés sur la Région.

Faire barrage à... la privatisation des barrages



L'économie sociale et solidaire, c'est l'avenir

L'économie sociale et solidaire (ESS) représente un important gisement d'emploi et une filière économique d'avenir pour notre Région. Ainsi, l'ESS existe déjà dans de nombreux domaines (action sociale, sports et loisirs, activités financières et d'assurance, arts et spectacles) avec un fort potentiel dans les énergies renouvelables, les transports alternatifs et l'économie circulaire. Notre soutien ira aux formes d'entreprises collectives notamment pour la reprise par leurs salariés d'entreprises en difficulté. Nous soutiendrons les nouvelles formes de groupements d'employeurs. Nous permettrons le développement des coopératives d'activités et d'emplois ainsi que les coopératives d'installation en agriculture paysanne.

La SCOP (Société Coopérative et Participative) est un exemple original et progressiste de fonctionnement d'une entreprise avec une échelle des salaires réduites entre la direction et les salariés (de 1 à 10), une égalité dans les pouvoirs de décision 1 personne = 1 voix et une autre répartition de la richesse produite. Les Coopératives représentent 13.6 % de l'emploi en Midi-Pyrénées.

Nous avons été alertés sur le processus d'ouverture à la concurrence des barrages hydrauliques, enclenché sous un gouvernement de droite, et en cours de finalisation par l'Assemblée nationale actuelle.

Nous sommes opposés à toute privatisation des services publics, en particulier ceux de l'énergie, qui comme l'eau, font partie des besoins nécessaires et vitaux des peuples. Seule la puissance publique peut piloter la transition énergétique indispensable.

Rénovation des logements = économies d'énergie + emplois

Nous lancerons un plan de rénovation énergétique des logements notamment dans les copropriétés pour baisser les factures de nombreux ménages, diminuer les consommations énergétiques et créer de nombreux emplois. Rénover 500 000 logements par an pourrait créer 75 000 emplois. En Midi-Pyrénées, sur une projection de 23 000 logements à partir de 2017 ce serait 3000 emplois. Mais notre volonté est d'aller au-delà de cet objectif national. En Languedoc-Roussillon, environ 50% des 1,1 million résidences principales datent d'avant 1975 c'est-à-dire avant les premières réglementations thermiques. En Midi-Pyrénées, cela concerne 61% des 1,3 millions résidences principales. C'est énorme. Et pour lancer cette dynamique, nous mettrons en place le Tiers financement qui consiste à faire financer une rénovation de bâtiment par un tiers.

***Précarité énergétique = plus de 10% des ressources consacrées à chauffer votre logement 200 000 foyers de Midi Pyrénées. En Languedoc-Roussillon entre 30% et 40% des ménages pourraient se retrouver dans cette situation à l'horizon 2020.**

***500 000 logements rénovés /an = 75 000 emplois**

***Tiers-Financement késako : Le tiers réalise les travaux. Une fois les travaux achevés, le client verse à la structure de tiers-financement un «loyer» dont le montant est inférieur ou égal aux économies d'énergie consécutives à la rénovation.**

Dès la fin du contrat, les économies d'énergie sont au bénéfice du client.

Vive l'agriculture paysanne !

Notre territoire est la première région viticole du Monde et une région agricole de premier plan, totalisant 164 000 emplois en incluant le secteur agroalimentaire. Notre territoire c'est également la pêche, la conchyliculture et les activités annexes. Mais ces professions sont en souffrance et le modèle productiviste a vécu car il a démontré son caractère nocif pour la santé et l'environnement. Nous proposons un Plan régional, pour l'agriculture bio et l'alimentation, relayé par des projets territoriaux en circuits courts et la commande publique (notamment pour les cantines scolaires) avec des formations adaptées. Notre objectif est également de maintenir le nombre de pêcheurs et d'améliorer leurs revenus. La transformation locale des produits de la mer est aussi un fort gisement d'emploi pour notre région. Les pêcheurs veulent s'assurer de pouvoir continuer à travailler. Préserver les stocks, c'est préserver leur métier.

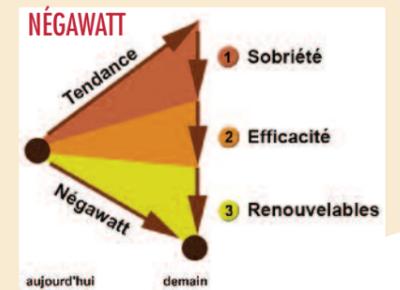


Les enjeux de l'aéronautique

Aujourd'hui la situation du secteur aéronautique est complexe. Grande difficulté pour les bureaux d'études et les sous-traitants d'un côté face à l'absence de nouveaux programmes d'ici 2030 pour Airbus ; de l'autre côté situation florissante sur la production avec plus de 5000 avions dans le carnet de commandes, soit 8 années de production. Face à cette situation, sachons anticiper et soutenir les acteurs de la filière. Il s'agit de s'engager dans une transition partielle vers des domaines où les compétences présentes dans l'aéronautique pourraient utilement se redéployer : énergies renouvelables, nouveaux matériaux et efficacité énergétique, gestion intelligente de l'énergie. Notre action sera primordiale : aides à l'essaimage, plans de sécurisation des emplois de conversion, conversion partielle du pôle de compétitivité dédié à l'aéronautique et à l'espace vers les métiers de la transition via la création d'un écopôle qui serait dédié à la recherche/innovation, au transfert de technologies, de savoir-faire, de personnels. Faisons des métiers de l'aéronautique, un atout pour la transition écologique de notre économie.

Energies renouvelables. Des atouts naturels : la Mer, le Soleil, le Vent, la Forêt

Pour sortir des énergies fossiles, la transition énergétique nécessaire est créatrice d'emplois. A partir des atouts naturels (courants marins, énergie solaire, énergie éolienne), la région doit soutenir la relocalisation des entreprises pour la fabrication et l'installation de nouveaux équipements en énergies renouvelables (EnR) notamment sur les bâtiments publics. Nous assurerons la formation nécessaire à ces nouveaux métiers et nouvelles filières. Ce développement se fera dans le respect des équilibres naturels et en lien direct avec les populations. Le potentiel de notre région doit bénéficier aux habitant-es de ce territoire, aux collectivités locales. Un scénario de type Négawatt montrera l'exemple en matière de sobriété énergétique. Nous devons aussi faire de nos forêts une ressource naturelle et renouvelable, un élément économique d'avenir au travers d'appels à projets ambitieux et en développant l'éco-construction.



A fond(s) pour l'emploi

Nous proposons de créer un Fonds Régional pour l'Emploi et la Formation, la transition écologique, pour mobiliser le crédit et les banques sur des actions de développement. En effet, le système bancaire dispose, en France, d'une ressource considérable quasi-gratuite : le virement, chaque mois, des salaires, pensions, retraites et allocations sur les comptes courants dans chaque agence. Cet argent n'est pas celui des banquiers, mais de la société. Il doit servir à sécuriser, non pas le financement de la spéculation, mais le crédit pour un essor pérenne de l'emploi, de la formation, de la transition écologique avec les capacités productives et de services nécessaires sur tous les territoires. Il permettra ainsi de créer de la justice sociale sur le territoire régional.

POUR L'ÉGALITÉ DES CITOYENS ET DES TERRITOIRES

Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas !

Nous agissons pour maintenir et développer les services publics de proximité : écoles, santé, transports, postes et communications, sports, formation professionnelle, sûreté...

Le sentiment d'abandon par les politiques publiques, de relégation n'a jamais été aussi fort chez nos concitoyen-nés des quartiers populaires, des zones rurales et des communes péri-urbaines. Pour faire face aux politiques austéritaires en France et en Europe, notre Région doit se construire sur de nouvelles solidarités territoriales, sociales et environnementales.

Nos campagnes, nos montagnes, notre littoral, nos villes, villages et quartiers, ont droit à l'égalité face aux politiques publiques. De Bigorre en Camargue, de Roussillon en Aubrac, en Minervois, Cévennes ou Armagnac, du Mirail à la Paillade, nous mobiliserons l'action régionale au service de la revitalisation solidaire de tous nos bassins de vie.



L'aéroport Toulouse-Blagnac doit redevenir public !

La privatisation de la gestion de l'aéroport Toulouse-Blagnac (SA ATB), menée en secret par le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, et imposée aux citoyens de l'agglomération toulousaine en novembre 2014, est un véritable déni de démocratie, un scandale financier et un danger écologique.

Les représentants des 100 000 riverains situés sous le couloir aérien qui subissent déjà les nuisances de cet aéroport, n'ont été ni informés ni consultés, mais le contexte de corruption de cette privatisation est extrêmement préoccupant.

Dénoncée par le Collectif unitaire contre la privatisation de la gestion de l'aéroport Toulouse-Blagnac, cette privatisation s'est faite avec l'assentiment de Martin Malvy, président PS du conseil régional de Midi-Pyrénées. Comme le conseil départemental de la Haute-Garonne et la Métropole de Toulouse, Martin Malvy a refusé de soutenir le collectif unitaire et de poursuivre cette privatisation en justice.



Notre démarche fait aussi confiance à la capacité de chacun-e à penser, agir et s'émouvoir. Les arts et la culture sont essentiels à notre épanouissement, à notre émancipation, à notre projet de vie en commun et à notre dynamique économique. C'est pourquoi les politiques publiques doivent permettre à toutes et tous des tarifs abordables, la possibilité d'être actif, de créer, de pratiquer. En prenant en compte la pluralité de nos identités historiques et contemporaines tel l'occitan, le catalan, l'apport des différentes immigrations et de leurs expressions, cette politique doit aussi faciliter l'aide à la création, à la programmation et à la diffusion sur le territoire régional et au-delà.

Les arts et la culture auront une place centrale et nous exigerons de l'État le rétablissement des crédits amputés.

Depuis des années, l'État a reporté sa responsabilité sur les associations en leur versant en contre partie des subventions. Depuis quelques années, au nom « de la rigueur » mais en réalité de l'austérité publique, l'État et les collectivités diminuent les dotations et les subventions. Chacun d'entre nous connaît une association, sociale, culturelle, sportive, solidaire qui est ainsi mise en danger.

Pour développer le train du quotidien

Le train est le moyen de transport collectif terrestre le plus écoresponsable. En cette année de la conférence internationale sur le climat (COP 21), il faut valoriser le train. Et d'abord, le train du quotidien. Alors que le projet de LGV se fait contre l'avis des populations traversées, au détriment de l'environnement, avec d'énormes problèmes de coût (8,3 milliards d'euros) et de financement (partenariat public-privé), nous nous mobiliserons pour le train du quotidien.

Rénovation des lignes, maintien des TER et Intercités, développement de nouvelles liaisons, augmentation des cadences, respect de la ponctualité, baisse des tarifs jusqu'à la gratuité notamment pour les jeunes, les précaires, les chômeurs : nous ferons tout pour que les transports en commun soient plus efficaces, plus agréables et moins chers que les déplacements en voiture, fauteurs d'embouteillages et nuisibles à l'environnement.

Nous relancerons le fret ferroviaire pour sortir les camions de nos routes. Là où il est impossible d'avoir le train, il sera aussi primordial de jouer la carte de la complémentarité avec les bus et le covoiturage notamment. Les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon n'en feront plus qu'une. Il sera donc primordial d'adapter le réseau de transport régional à ce défi de taille avec de nouvelles liaisons.

La parole des citoyens, des usagers comme des cheminots doit être centrale dans la future convention passée avec la SNCF et pour les décisions régionales. Tout citoyen doit pouvoir être acteur de ses déplacements et donc de la vie de sa région



Nous rétablirons les milliers d'emplois aidés et mutualisés pour le milieu associatif, malheureusement supprimés par le PS.

Une région métisse

Notre région a été façonnée par des siècles de migrations et de mutations. Langues et cultures se sont mélangées. Le cassoulet côtoie l'Aïoli, la paella et le kebab. La langue française cohabite avec la langue occitane, catalane, berbère ou le gitan. Loin des replis identitaires, nous voulons faire vivre cette richesse culturelle. Et nous voulons maintenir notre tradition d'ouverture. Nous accueillerons aujourd'hui en particulier les victimes de guerre, comme nous avons su le faire à l'issue de la guerre d'Espagne ou de celle d'Algérie.

A votre Santé !

La santé, soins curatifs et prévention des risques est un droit pour tous. C'est pourquoi nous soutiendrons les services hospitaliers et les maternités de proximité. Nous favoriserons les centres pluridisciplinaires de santé dans les zones médicalement désertifiées dans l'ensemble du territoire, en zone rurale comme dans les quartiers. Ces centres devront participer à la politique de prévention de son territoire.

Dans les lycées nous développerons des actions de prévention santé. Nous soutiendrons des actions de prévention en direction des salariés et des agriculteurs. Nous développerons des politiques de Santé environnementale.



DÉS INTOX

Alliot Pinocchio



Le FN avance derrière une façade supposée plus respectable. Mais quand il se retrouve en situation de diriger, le masque tombe. A Béziers, Robert Ménard montre qu'il ne sup-

porte pas la démocratie en faisant évacuer les conseils municipaux. Il fiche les élèves des écoles en fonction de leur nom et de leur religion supposée. Dans la tradition pétainiste, il attise des peurs et les fantasmes d'une prétendue arrivée en masse d'invasisseurs venus prendre le pain et le travail des bitterois.

Si ces politiques se généralisaient sur la région cela provoquerait une situation catastrophique.

Comment le FN veut-il favoriser l'emploi des « français d'abord » ? En allégeant les cotisations patronales c'est-à-dire en aggravant les politiques qui creusent le déficit de la sécu et enrichissent les gros actionnaires. En réalité, la politique de « préférence nationale » protège les véritables nuisibles, la minorité de milliardaires qui parasite la société. Ne vous trompez pas de colère. Ne votez pas pour votre pire ennemi !

FAIRE LE PARI DE LA JEUNESSE !

Mieux accompagner les lycéens

Notre nouvelle grande région doit garantir l'égalité devant les études et la formation. Avec 350 lycées accueillant plus de 210 000 élèves, la région devra faire plus pour accueillir 20 000 lycéens supplémentaires d'ici 2020. Elle engagera la construction de nouvelles structures en lien avec la réalité démographique avec la priorité à l'installation de lycées publics dans les zones non-pourvues. La réhabilitation d'établissements et d'internats sera également engagée.

Nous assurerons la gratuité du transport scolaire et des livres scolaires. Pour les lycées et les apprentis, une tarification sociale auprès des familles permettra d'avoir un ordinateur portable, les repas dans les cantines et le régime d'internat. Les cantines scolaires proposeront des repas issus de l'agriculture locale. Nous généraliserons le Pass contraception pour l'ensemble des lycéen-nes de la nouvelle Région.

Les Agents Régionaux des Lycées participent à l'entretien des locaux, assurent de nombreux services et participent aussi à l'encadrement des lycéens. Nous assurerons les recrutements nécessaires tout en allant vers la résorption complète de la précarité des agents concernés.



Des formations qualifiantes pour des emplois utiles

La formation est le premier instrument de soutien à l'emploi.

L'enseignement technique et professionnel est une voie d'avenir pour de nombreux jeunes ; la valorisation et la reconnaissance de l'intelligence manuelle et technique est un impératif d'autant que de nombreux emplois manuels ne sont pas pourvus faute d'incitation, de valorisation et de formation. Nous veillerons à la qualité de la formation, et la lutte contre le décrochage scolaire.

L'apprentissage devra s'articuler avec l'enseignement professionnel et technologique. Nous multiplierons les CFA publics avec comme objectif que le service public puisse éduquer, former et qualifier les élèves.

Nous ouvrirons les formations dans les secteurs clés de la transition écologique : rénovation et isolation des logements, filière bois, économie de la mer...

Le vieillissement de la population nécessite l'essor des métiers et des formations du sanitaire et du social.

Le service public de la formation professionnelle pour adulte s'appuiera en priorité sur les compétences des AFPA et des Greta.

Démocratiser l'enseignement supérieur et favoriser l'autonomie sociale des étudiants

Nous devons concrètement faire rayonner l'enseignement supérieur sur tous nos territoires ! Trop de jeunes s'en détournent pour des raisons de coût ou d'éloignement géographique. La région développera l'enseignement supérieur de proximité sur les sites de Perpignan, Carcassonne, Narbonne, Nîmes, Béziers, Rodez, Albi, Tarbes, Montauban, Figeac, Cahors, Castres...et favorisera l'autonomie sociale des étudiants.

Le coût de la vie est trop important pour les étudiants, provoquant mal-logement, mal-nutrition, privation de soins et sortie d'études. Nous proposons d'aller vers un statut social étudiant dans notre région. Nous interviendrons pour construire de nouveaux logements sociaux, pour généraliser les garanties de caution pour accéder à un logement indépendant, pour assurer le droit à une couverture maladie et à la contraception. Les transports publics seront gratuits pour tous les jeunes de moins de 25 ans.

Les jeunes sont les premières victimes du chômage et de la dégradation des conditions de vie. Combien de petits boulots à côté des études ? Combien de demandes d'aide aux grands-parents ? Si rien ne change, ils vivront plus mal que la génération précédente. Refusons cet horizon ! Accompagnons mieux la jeunesse pour favoriser sa réussite éducative, assurer son autonomie sociale et son insertion professionnelle. La région doit faire le pari de la jeunesse en mobilisant les fonds publics

Saurel, les cumulards et les aigris du Midi



Philippe Saurel, le maire de Montpellier se présente comme tête de liste des « citoyens du midi ». Il se réclame des indignés de « Barcelone en commun » et de Podemos mais en réalité il n'y a aucune différence entre sa gestion de Montpellier et celle de n'importe quelle mairie PS.

Il avait aussi promis de se consacrer uniquement à Montpellier. Sa goumandise l'amène à vouloir diriger la nouvelle région.

Sa liste est une usine de recyclage pour des gens qui ont été « blacklistés » des listes PS. Voire de celle de la droite, comme l'ancien maire UMP de Lourdes, Jean-Pierre Artigave ou à l'UMP Jean-Louis Demelin, dans l'Hérault.



LA DÉMOCRATIE PAR L'EXEMPLE

Depuis trop d'années, la politique se fait sans les citoyens et contre les citoyens. Les reniements, et les entorses à la démocratie ont renforcé l'idée d'un pouvoir politique déconnecté des attentes populaires. La multiplication des affaires et des scandales a laissé se diffuser le sentiment d'élus faisant passer leur intérêt avant celui des citoyens. Avec notre charte éthique et démocratique, nous voulons réinventer notre démocratie et redonner tout son sens au rôle d'élus : servir l'intérêt général, mettre en œuvre ses engagements et permettre aux citoyens d'agir, y compris au cours du mandat, car le rôle de citoyen ne se limite pas à celui d'électeur.

Nous nous engageons en particulier à :

1 Refuser tout cumul du mandat régional avec une fonction de ministre, un mandat de parlementaire, de conseiller départemental ou de membre d'un exécutif dans une collectivité territoriale de plus de 3500 habitants ;

2 Ne pas exercer plus de trois mandats consécutifs au sein de l'assemblée régionale, le dernier étant considéré comme un mandat de transmission et d'accompagnement ;

3 Rendre public l'état de notre présence au sein de l'assemblée régionale et renoncer à une partie de notre indemnité en cas d'absences régulières et injustifiées ;

4 Etre suspendu de nos fonctions en cas de mise en examen et nous les voir retirer en cas de condamnations définitives pour une atteinte à la probité, des faits de violence ou des actes racistes, xénophobes, sexistes ou homophobes ;

5 Rendre public chaque année une déclaration de transparence financière indiquant l'ensemble des moyens financiers reçus dans le cadre de notre mandat ;

6 N'accepter aucun don, cadeau ou prêt, de nature à nous influencer et dénoncer toutes formes de corruption, de clientélisme ou de conflits d'intérêt ;

7 Rendre compte régulièrement aux citoyens. Accepter le principe de notre propre révocabilité si une majorité de citoyens considèrent que nous ne respectons pas nos engagements.

8 Permettre l'accès du public aux travaux et documents du Conseil Régional, notamment par l'utilisation de l'outil internet ;

9 Développer les droits ouverts aux citoyens pour permettre leur implication dans la politique régionale : référendum d'initiative populaire, votation citoyenne, commissions thématiques ouvertes, comités d'usagers des services publics ;

10 Rompre avec le présidentialisme des régions en instaurant un fonctionnement plus collégial de l'exécutif et de l'assemblée régionale et en renforçant le pouvoir de l'opposition.



Vous avez dit « utile » ?

Est-ce utile de voter pour un parti qui se dit « de gauche » mais qui mène une politique qui ne tranche pas avec celle de la droite ?

Carole Delga - encore ministre il y a quelques semaines - dit soutenir la Région mais son gouvernement a baissé de manière honteuse les dotations aux collectivités de 1,5 milliards d'euros en 2014. Il prépare pour 2015-2017, 11 milliards de ponctions nouvelles. Elle dit soutenir le train mais elle a soutenu la loi Macron qui veut remplacer les trains par les bus privés. Le PS prétend être un rempart solide contre le FN, mais sa politique fait prospérer l'extrême droite.

Le seul vote utile, c'est le vote pour une gauche qui ne se laisse pas impressionner par les multinationales et les banquiers.

Il faut inverser le rapport de force avec le PS et propulser notre liste en tête des listes de gauche au premier tour. C'est la seule voie vers un réel changement.



Ne vous abstenez pas L'abstention sert le PS et la droite



« Cette fois-ci qu'ils aillent tous au diable ! ». Qui n'a pas déjà dit ou entendu dire cela ? Il est vrai qu'il y a de quoi être écoeuré par tous ces élus

qui se succèdent au pouvoir et se préoccupent plus de leur place personnelle que du sort des gens qu'ils sont censés représenter.

Ces gens là adorent l'abstention des classes populaires car elle conforte leur position. Alors le dimanche 6 décembre, dès le premier tour, exprimez votre colère en votant pour notre liste.

Le vote pour la liste « Nouveau monde » est le seul qui bousculera le ronron des alternances sans changement.



COP 21

La lutte contre les dérèglements climatiques c'est un défi sans précédent pour l'humanité.

La 21^{ème} conférence des parties (COP21) qui va se tenir à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015 se doit de répondre à un enjeu de taille. A Paris, les 195 pays présents devront s'entendre pour revoir à la hausse les engagements chiffrés de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 et pour en définir de nouveaux à partir de 2020. Il s'agit d'aboutir à un accord contraignant qui permettra de lutter efficacement contre le changement climatique et d'impulser une véritable transition vers des modes de production et de consommation sobres en carbone.

Le dérèglement climatique provoque des bouleversements météorologiques, la hausse du niveau de la mer (depuis 1993, hausse estimée à 3,3mètres par an), l'aggravation des famines, la disparition de 20 à 30% des espèces. L'objectif d'une réduction en dessous des 2°C n'est donc pas négociable.

La situation est grave, l'accord que nous espérons tous et toutes devra contraindre chaque état à mettre en place les mesures de réduction des GES, en précisant les financements alloués. Cet accord devra contraindre sous peine de sanctions les Pays du Nord à participer aux efforts des Pays du Sud. Les pays développés se sont engagés (fin 2009) à mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020, pour financer les actions d'adaptation et d'atténuation dans les pays en développement. Aujourd'hui le compte n'y est pas.

Mais nous ne pouvons pas tout attendre de cette conférence climat. Souvenons-nous de l'échec de la conférence de Copenhague en décembre 2009.

La lutte contre le changement climatique dépend aussi des acteurs de la société civile, des acteurs économiques et financiers et des élus locaux. Dans ce contexte, l'« agenda des solutions » ou Plan d'actions Lima – Paris vise à témoigner l'engagement des acteurs non-gouvernementaux. Il met l'accent sur des actions à entreprendre avant 2020 et au delà. Il doit susciter un engagement croissant des acteurs non-étatiques et présenter des initiatives de coopération concrètes, ambitieuses et durables, accompagnées de feuilles de route comportant des délais de mise en œuvre. Ces coopérations sont essentielles pour accélérer l'élaboration et le développement de solutions adaptées.

N'attendons pas que les Conférences internationales répondent à la crise climatique. Agissons à notre niveau. Nous le ferons sur le territoire de notre Région Languedoc-Roussillon / Midi-Pyrénées.

NOUS POUVONS AGIR AUSSI LOCALEMENT

A notre échelle, nous souhaitons porter des mesures et des orientations politiques ambitieuses :

Grand plan de rénovation du parc immobilier

Application du principe pollueur – payeur dans les transports

Stopper la destruction des zones humides

Diminuer la consommation globale d'énergie

Développer les transports en commun

Développer les sources d'énergies alternatives



La courbe actuelle établie par les experts nous entraîne, sans modifications drastiques de nos comportements, vers une augmentation de l'ordre

de plus de 4,8°C. Une telle augmentation signifierait une irréversibilité des effets du changement climatiques. Le temps nous est compté. Il y a urgence à agir et les mesures doivent être prises dès aujourd'hui afin de construire un modèle plus juste, plus sobre et qui n'émette pas plus de GES que la quantité qui peut être stockée annuellement par la Terre.



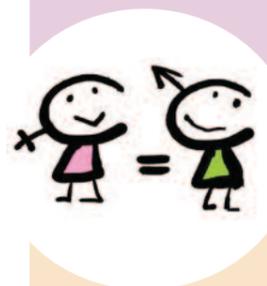
La Commission européenne et les Etats-Unis négocient secrètement depuis 20 ans et maintenant ouvertement depuis juillet 2013 le « Trans Atlantic Free Trade Agreement » (TAFTA). C' est un projet d'accord commercial qui prévoit un vaste marché de libre-échange et l'harmonisation des réglementations et normes en vigueur dans de nombreux secteurs tels que l'agriculture, l'écologie, l'économie ou encore la culture.

Les législations en vigueur des deux côtés de l'Atlantique devront se plier aux normes du libre-échange établies par et pour les grandes entreprises européennes et américaines, sous peine de sanctions commerciales pour le pays contrevenant, ou d'une réparation de plusieurs millions d'euros au bénéfice des plaignants, comme cela a déjà été le cas dans des litiges entre multinationales et Etats (Philip Morris contre Mexique...)

Cet accord pour un vaste marché de libre-échange entre l'Union Européenne et les États-Unis, rentre en contradiction avec de nombreux objectifs de notre nouvelle Région. Cet accord aurait de graves conséquences sur les protections sociales, les activités associatives, sociales et culturelles mais aussi sur le maintien de services publics tels que l'éducation ou la santé.

Pour l'agriculture, la production de lait et de viande avec usage d'hormones, la volaille chlorée et bien d'autres semences OGM, commercialisées aux États-Unis, pourraient arriver sur le marché européen, aux dépens d'une production saine et locale dont nous disposons. De même, les gouvernements européens ne réglementeraient plus les exportations de gaz naturel vers les nations TAFTA. L'exploitation de gaz de schiste pourrait devenir un droit pour les sociétés qui pourraient exiger des dommages et intérêts auprès des nations et des collectivités qui s'y opposent.

Nous devons mettre un terme au démantèlement de nos boucliers sociaux et écologiques et s'opposer fermement à ce traité qui constitue un déni de démocratie en déclarant notre région « Hors-TAFTA ». Nous devons faire aujourd'hui des choix de société pour demain.



Les inégalités femmes-hommes perdurent. Il est de la responsabilité du Conseil Régional que nous dirigerons de prendre part concrètement à leur réduction.

Nous veillerons à ce que la Région fonctionne à tous les niveaux selon le principe d'égalité entre les femmes et les hommes et que cet horizon inspire l'ensemble des actions menées dans le cadre des compétences qui lui sont confiées.

Voici les mesures concrètes que nous mettrons en œuvre :

Administration publique :

- Formation des agents à tous les niveaux hiérarchiques à la prise en compte des stéréotypes de genre et discriminations sexistes afin de les faire disparaître.
- Intégration de clauses dans les appels d'offres pour les marchés de la Région.
- Egalité professionnelle et salariale des salarié-e-s du Conseil régional : transparence des grilles de salaires

(indices, primes...), des promotions internes et des recrutements ; répartition hiérarchique homogène.

Instance politique :

- Nous maintiendrons une Vice-Présidence à l'Égalité Femmes-Hommes : pour recenser les besoins et dysfonctionnements en matière d'égalité Femmes-hommes, et nous garantirons la parité au sein de l'exécutif parce que ce n'est pas le cas...

Emploi/formation

- Utilisation du service public de l'orientation régionale pour décloisonner les emplois genrés, inciter à la mixité dans l'orientation et la réinsertion professionnelle.

Violences

- Création d'un Observatoire régional des violences faites aux femmes afin d'établir un diagnostic et de proposer des solutions.
- Campagnes de prévention contre les violences faites aux femmes (affichage, interventions dans les établis-

Pour un bouclier social et écologique, nous voulons une nouvelle région hors TAFTA

Pour une politique d'égalité femmes/hommes

sements scolaires, les prisons, les transports...).

- Accompagnement des femmes victimes de violences (notamment par l'augmentation du nombre d'hébergements d'urgence et de leur financement), et prise en charge des auteurs de violence (dans la perspective d'éviter la récurrence).

IVG/contraception

- Participation à la création d'un centre IVG dans chaque hôpital avec le nombre de lits et le personnel correspondant aux besoins.
- Soutien aux dispositifs d'éducation à la contraception et à l'avortement dans les lycées par des personnels formés et généralisation du Pass contraception.

Éducation

- Soutien à l'action des associations œuvrant pour l'égalité entre les femmes et les hommes : financièrement (avec notamment des subventions de fonctionnement) et en sollicitant leur intervention sur le territoire.

BUDGET DE LA RÉGION : NOTRE PROJET ET LE LEUR !

La réforme territoriale ratée, sous le joug de laquelle sont organisées les élections régionales de 2015, est critiquable à bien des égards. Elle prétend donner le pouvoir aux régions. Malheureusement, l'Etat (pour financer les « crédits d'impôts » accordés aux entreprises dans le cadre de son pacte de responsabilité) leur réduit les dotations nécessaires à l'exécution de leurs missions, sans leur octroyer l'autonomie fiscale.

Toutes collectivités confondues, les dotations de l'Etat seront amputées de 3,7 milliards en 2016, après avoir été réduites de 3,4 milliards en 2015. En 2017, le Programme national de stabilité remis à la Commission européenne prévoit de réduire à nouveau les dotations de 4 milliards en 2017.

Nous demanderons à l'Etat de ne pas déroger à ses responsabilités en rétablissant ses dotations. Notre projet en commun suggère également à l'Etat de négocier auprès des institutions européennes l'exclusion des dépenses consacrées à l'investissement du calcul des déficits publics, ce qu'a renoncé à faire le chef de l'Etat, qui s'était pourtant engagé à réorienter la construction européenne....

Cela contraint les communes à augmenter leur taxe d'habitation et à réduire leurs dépenses, en grande partie, pour des actions et services publics.

Les régions n'auront aucune marge de manœuvre fiscale et budgétaire, puisque c'est l'Etat qui fixe le taux de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises – CVAE (l'une des composantes de la contribution économique territoriale- CET) dont 25% des recettes sont attribuées aux régions.

Les régions peuvent certes s'endetter pour financer l'investissement (le budget de fonctionnement des collectivités territoriales devant être équilibré), mais les présidents PS de région se targuent de respecter le principe du traité budgétaire européen (TSCG) d'un budget structurellement à l'équilibre. Un tel principe implique que les régions ne financent pas leurs investissements par l'emprunt. C'est aberrant car les taux d'intérêt sur les marchés sont presque nuls, que l'investissement reste atone et que le taux de chômage dans notre région se situe 4 points au-dessus de la moyenne nationale !

La priorité doit être le financement de projets utiles et porteurs d'emplois et non un quelconque équilibre comptable.

En attendant, le budget des régions sera fortement contraint. Il représentait 1,18 milliards en Languedoc-Roussillon et 1,22 milliards d'euros en Midi-Pyrénées, se répartissant à raison d'environ 60% pour le fonctionnement (comprenant la formation professionnelle et la culture) et de plus de 40% pour l'investissement (notamment dans les transports, les lycées et les infrastructures).

Même à budget fortement contraint, notre politique se distinguera singulièrement de celle de tous nos concurrents car notre nouvelle région dispose d'une capacité d'endettement sans risque.

Nous commencerons par identifier les projets utiles et à mettre au rebut les projets inutiles. Privilégions le TGV sur l'existant. Exit la Gare de la Mogère et les gares Grande vitesse parallèles et superflues, les barrages comme Sivens au service des grands lobbys agricoles, les parcs d'attraction grouffes financiers grandiloquents .

Nous procéderons à un audit immédiat sur les centaines de millions d'euros versées aux entreprises sans contre-partie d'embauches non délocalisables, de droits sociaux (lutte contre la précarité) et de critères écologiques.

Ceci permettrait de redéployer les marges de manœuvre nécessaires à la mise en œuvre de la tarification sociale des transports et à la modernisation des réseaux secondaires, indispensable pour désenclaver les territoires ruraux. Cela contribuerait à promouvoir l'accès pour tous au numérique, à développer les circuits courts et les emplois non délocalisables, dans le respect de l'environnement de notre région. Nous rétablirons aussi les crédits à la culture. Quant aux projets d'infrastructures utiles, nous refuserons de les financer par l'entremise d'onéreux partenariats publics-privés. Ces derniers représentent un gaspillage d'argent public, détourné au bénéfice de rentes privées, au nom d'un mode de financement pseudo-moderne des biens collectifs.

VOICI POURQUOI NOUS SOUTENONS LA DYNAMIQUE NOUVEAU MONDE EN COMMUN EN ÉTANT CANDIDAT-ES



Judith CARMONA
Agricultrice bio

Pour que la ruralité soit représentée, pour que soient réorientées les aides à l'agriculture pour l'emploi paysan, l'agriculture paysanne, la bio et des fermes à taille humaine, pour que soient soutenus des projets alimentaires locaux, pour que les politiques publiques accompagnent ce changement de modèle.



Serge REGOURD
Professeur à l'Université Toulouse 1

Sans appartenance politique ou syndicale, Je n'aurais jamais été candidat sur une liste uniquement EELV ou Front de gauche. C'est le rassemblement de ces deux formations politiques, en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, qui m'a convaincu. Pour la première fois, je suis candidat à des élections. Je mène la liste dans le Tarn-et-Garonne où le FN est le plus fort. Le rassemblement est la condition de l'alternative, la seule chose en laquelle je peux encore croire. Sinon, c'est le désespoir politique.



Anne Marie Faucon,
Co-fondatrice des cinémas Utopia

Depuis longtemps à Utopia nous organisons des rencontres autour des thèmes portés par Nouveau Monde En Commun. Il était donc naturel, évident, logique de me joindre à cette liste pour prolonger concrètement cet engagement de toujours qui s'exprime à travers une programmation venue des 4 coins du monde, qui nourrit une vaste réflexion et donne des pistes de solutions alternatives.



José BOVÉ
Député européen altermondialiste

La liste Nouveau Monde en Commun menée par Gérard Onesta peut construire une alternative politique crédible, a donner le souffle démocratique indispensable et a engager la transition écologique si nécessaire à notre région. Je suis candidat en place non-éligible sur cette liste pour apporter tous mon soutien à cette dynamique de rassemblement et citoyenne unique en France qui permettra de redonner espoir au citoyenNes de notre grande région.



Pascal Dessaint
Écrivain

Je veux continuer à croire qu'un autre chemin est possible. Je veux que notre région reste généreuse, juste, accueillante, tolérante, inventive, cultivée, intelligente !



Claire DUJARDIN
Avocate

Notre Monde se transforme et les valeurs essentielles qui fondent notre vivre ensemble sont mises à mal. L'autre Monde possible ne peut exister qu'autour de la solidarité, de l'écologie, de la participation de tous au processus décisionnel et d'un changement radical du système économique. Le seul rassemblement possible est celui qui émerge autour de la liste Nouveau Monde en Commun !



Hédi BOUDERBALA
Responsable associatif

J'ai toujours fait le choix de mettre mes compétences au service du tissu associatif local et de l'économie sociale et solidaire, engagé dans la voie de l'action sociale, de l'insertion professionnelle dans une démarche d'éducation populaire et citoyenne. J'ai rejoint la liste afin de participer au changement de logiciel sur la façon de faire de la politique



Marie-France BARTHET
Présidente de l'Université Fédérale de Toulouse

La dynamique de la liste de rassemblement de la gauche est le seul chemin pour redonner de l'espoir dans la construction d'une autre société à la fois plus solidaire et plus respectueuse de la vie. J'adhère totalement à la charte éthique et démocratique qui est indispensable pour recréer la confiance dans la vie politique.



Pour un statut particulier de la Catalogne Nord, l'ERC soutient

Nouveau Monde en Commun

Nous nous engageons à reconnaître la spécificité des Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord) au travers d'un budget dédié, qui sera sous la responsabilité des élus de ce territoire. Leurs propositions seront mises à l'ordre du jour de l'Assemblée Régionale. Nous souhaitons conduire une politique volontariste d'ouverture économique et culturelle transfrontalière. Les catalans ne sont pas géographiquement dans une impasse, ils ont un rôle clé à jouer au sein de l'euro-région Pyrénées-Méditerranée et dans le développement des liens vers Barcelone et l'Europe du Sud. Malgré la réforme territoriale, nous souhaitons innover pour renforcer la démocratie de proximité.

Ils nous soutiennent

Retrouvez le comité de soutien regroupant de nombreux acteurs culturels, économiques, associatifs, universitaires, syndicaux... sur notre site internet: <http://nouveau-monde-en-commun.net>

LES PORTE-PAROLE DU RASSEMBLEMENT

LES TÊTES DE LISTE PAR DÉPARTEMENT



Liêm HOANG NGOC
Économiste et ancien député européen, il participe à la fondation d'ATTAC comme membre du Conseil Scientifique.
Porte-parole du rassemblement



Fatma ADDA
Fonctionnaire territoriale, **Tête de liste dans le Gers**



Marie-Pierre VIEU
Éditrice, conseillère régionale Midi-Pyrénées
Coordinatrice du porte-parolat.



Yolande GUINLE
Demandeuse d'emploi suite à un licenciement économique, **Tête de liste dans les Hautes-Pyrénées**



Myriam MARTIN
Enseignante en lycée professionnel, militante féministe, engagée contre la casse du service public d'éducation. **Porte-parole du rassemblement**



Serge REGOURD
Professeur de droit public à l'Université Toulouse 1 Capitole. Directeur de l'institut de droit des espaces, des territoires, de la culture et de la communication, **Tête de liste dans le Tarn-et-Garonne.**
Porte-parole du rassemblement



Marie PIQUÉ
Retraitée de la SNCF, **Tête de liste dans le Lot**



Gérard ONESTA
Tête de liste du rassemblement
55 ans, diplômé en architecture.
Tête de liste en Haute-Garonne
L'échelon régional est le plus à même d'impulser des politiques originales, puisant dans la diversité et le dynamisme des territoires la force de répondre aux aspirations de leurs habitants ainsi qu'aux souffrances sociales et environnementales. En plein sommet mondial sur le climat (COP 21), j'ai l'intime conviction que le seul moyen que l'engrenage national, européen et mondial se mette en marche c'est que chacun mette de suite en pratique des politiques très concrètes qui permettent de sauver le climat pour enfin ré-interroger toutes nos politiques énergétiques, agricoles et sociales.



Guilhem SERIEYS
Rédacteur. Conseiller régional de Midi-Pyrénées. Engagé pour une VI^e République. **Tête de liste dans l'Aveyron,**
porte-parole du rassemblement



Corine SAUVION
Directrice d'une association d'insertion, **Tête de liste en Lozère**



Vincent BOUGET
professeur d'Histoire-Géographie, **Tête de liste dans le Gard**



Muriel RESSIGUIER
Assistante de direction, membre du collectif Ras le Front, **Tête de liste dans l'Hérault**



Guillaume CROS
Chargé de développement dans un centre de formation, Conseiller Régional **Tête de liste dans le Tarn**



Patric ROUX
Directeur de production artistique et culturelle. Ancien directeur de l'Estivada de Rodez, festival interrégional des cultures occitanes.
Tête de liste dans l'Aude. Porte-parole du rassemblement



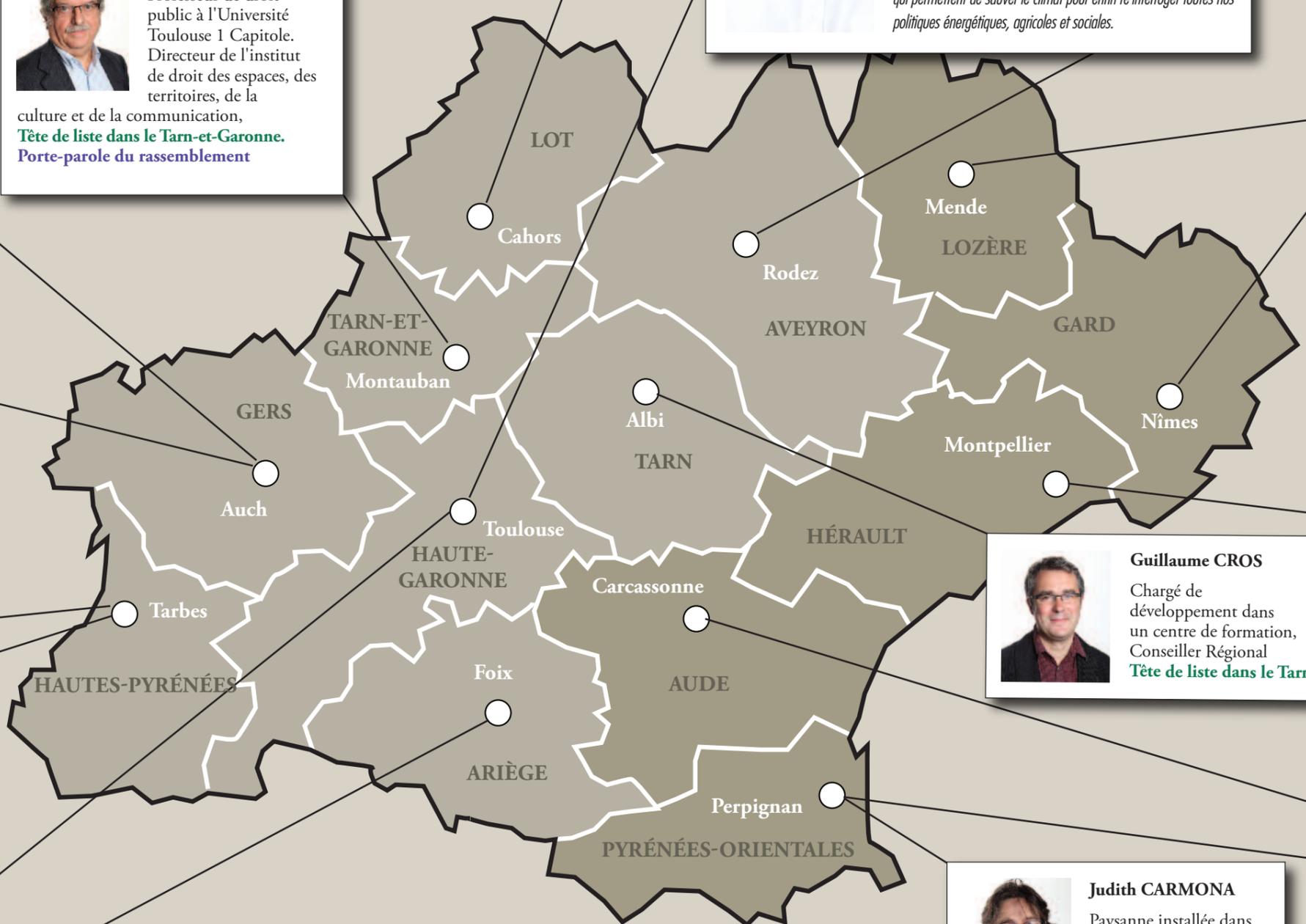
François CALVET
Agriculteur biologique, **Tête de liste en Ariège**



Judith CARMONA
Paysanne installée dans une ferme en élevage bio, militante syndicale au niveau régional puis national pour une agriculture paysanne.
Porte-parole du rassemblement



Agnès LANGEVINE
Psychologue chargée de communication en milieu hospitalier. Engagée pour la protection de la biodiversité et du climat. **Tête de liste dans les Pyrénées-Orientales. Porte-parole du rassemblement**



**JEUDI 12 NOVEMBRE
MEETING**

PARC EXPOS DE MONTPELLIER
20 HEURES

AVEC GÉRARD ONESTA
TÊTE DE LISTE RÉGIONALE

CLÉMENTINE AUTAIN • CÉCILE DUFLOT
LIEM HOANG NGOC • PIERRE LAURENT
JEAN-LUC MÉLENCHON • NOËL MAMÈRE

**JEUDI 3 DÉCEMBRE
MEETING**

HALLE AUX GRAINS DE TOULOUSE
20 HEURES

**AVEC
ERIC PIOLLE, MAIRE DE GRENOBLE
GÉRARD ONESTA
ET LES PORTE-PAROLLES DU RASSEMBLEMENT**

**DÈS LE 6 DÉCEMBRE
PROCHAIN,
VOTEZ**

**NOUVEAU
MONDE**
en commun



Publié le 12 novembre 2015 par **Nouveau monde en commun**
12 boulevard d'Arcole - TOULOUSE • 4, rue Marceau - MONTPELLIER

NOUVEAUMONDE-ENCOMMUN.NET

Facebook : [nouveaumonde.encommun](https://www.facebook.com/nouveaumonde.encommun) • Twitter : [@nveau_monde](https://twitter.com/nveau_monde)

**DANS LES DÉPARTEMENTS,
EN PRÉSENCE DE
GÉRARD ONESTA**

LOZÈRE

Vendredi 13 novembre à 18h30
MENDE - Espace Jean-Jaurès

HAUTE-GARONNE

Mercredi 18 novembre à 20h
MAZERES SUR SALAT
Salle du 1^{er} mai

AVEYRON

Jeudi 19 novembre à 20h
RODEZ - Salle des fêtes

LOT

Vendredi 20 novembre à 20h
CAHORS
Salle Clément Marot

TARN ET GARONNE

Mardi 24 novembre 20:30
MONTAUBAN
Salle Saint-Martial

AUDE

Mercredi 25 novembre à 20h
CAPENDU - Grand Foyer

GARD

Jeudi 26 novembre à 18h30
NIMES - Hotel Holidays Inn,

HÉRAULT

Vendredi 27 novembre à 18h30
BÉZIERS
Palais des Congrès - Salle Yves Nat

TARN

Lundi 30 novembre à 20h30
ALBI - Salle de Pratgraussals

HAUTES-PYRÉNÉES

Mardi 1er décembre à 20h30
TARBES - Salle de La Gespe,
place André Guerlain

PYRÉNÉES-ORIENTALES

Mercredi 2 décembre à 20h30
PERPIGNAN - Mégacastillet